

(p. 496); le retire (ibid.); Son amendement mettant à la charge de l'Etat les avantages sociaux accordés aux fonctionnaires intégrés dans les cadres territoriaux (p. 497); le retire (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J.O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [20 juin 1957] (p. 2794). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* [30 septembre 1957] (p. 4464). — Sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bourguès-Maunoury) est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J.O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Félix Gaillard) [18 novembre 1957] (*J.O.* du 19 novembre 1957, p. 10730). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — S'excuse de son absence [11 avril 1957] (p. 2201). — Obtient un congé [11 avril 1957] (p. 2201).

KIR (M. Félix), *Député de la Côte-d'Or.*
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôt :

Le 27 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à étendre aux géomètres-experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5, 6 et 7 du décret n° 49-165 du 7 février 1949, n° 1693.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire [22 février 1956] (p. 431). — Ses vœux de bienvenue au premier vice-président originaire des T. O. M. [1^{er} mars 1956] (p. 597). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement: *Défense des exploitations familiales* [1^{er} mars 1956] (p. 614); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des travailleurs privés de leur emploi du fait des intempéries de février 1956: *Cas des débardeurs* [6 mars 1956] (p. 687); — d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales; Article unique: *Amendement de M. de Sesmaisons (Possibilité pour les bénéficiaires des prestations familiales, de choisir, pour le calcul du montant de celles-ci, entre le lieu du travail et celui de la résidence* [6 mars 1956] (p. 695); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A: *Répercussion sur les finances locales de la modification du régime de la taxe locale* [29 mai 1956] (p. 2081); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 57-30: *Amendement de M. Mériçonde tendant à supprimer les crédits de paiement et les autorisations de programme* [7 juin 1956] (p. 2415); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01: *Ses observations sur l'insuffisance du budget des Beaux-Arts et sur le développement de l'enseignement technique* [14 juin 1956] (p. 2624, 2625); Chap. 31-44: *Situation des professeurs techniques adjoints* [15 juin 1956] (p. 2653); — des conclusions du rapport du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe: *Ses observations sur le rapport de M. Mondon* [30 mai 1956] (p. 2129); — d'une proposition de loi sur les sursis aux expulsions de locataires; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Mignot substituant la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais* [26 juin 1956] (p. 3025); en deuxième lecture: *Ses observations sur la nécessité de consulter les maires* [12 juillet 1956] (p. 3420); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui

concerne la légitimation des enfants adultérins [26 juin 1956] (p. 3069); *Ses explications de vote* (p. 3073); — d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux : *Sa polémique avec M. Alphonse Denis* [26 juin 1956] (p. 3077); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits; 2^o création de ressources nouvelles; 3^o ratification de décrets : SECTION GUERRE, Etat C, Chap. 35-62 : *Ses observations sur la protection civile* [26 juillet 1956] (p. 3657); — sur le procès-verbal de la 1^{re} séance du 30 octobre 1956 (*Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public*) [30 octobre 1956] (p. 4400); — d'une proposition de loi tendant à réserver les fonds publics à l'enseignement public : *Son rappel au Règlement (Inopportunité du débat)* [8 novembre 1956] (p. 4551); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Insuffisance « humiliante » du budget des Beaux-Arts ; mission spirituelle de la France* [27 novembre 1956] (p. 5170); AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, I. CHARGES COMMUNES, Titre III : *Situation difficile des petits fonctionnaires* [28 novembre 1956] (p. 5196); — du projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Avantages présentés par la solution du tunnel sous le Mont-Blanc, notamment en raison des itinéraires d'accès* [24 janvier 1957] (p. 283, 284); — de la proposition de décision sur le décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun : *Ses explications de vote* [4 avril 1957] (p. 2060); — du projet de loi relatif à la garantie des recettes en matière de taxe locale : *Son désir d'être averti à temps des recettes sur lesquelles les communes peuvent compter* [10 juillet 1957] (p. 3516); *Ses observations sur les difficultés des villes en expansion* (ibid); — en troisième lecture, du projet de loi relatif au reclassement des travailleurs handicapés, Art. 11 : *Amendement de M. Titeux précisant que les arrêtés ministériels fixant un certain pourcentage n'interviendront qu'à défaut du placement par persuasion et réservant par priorité certains emplois à certains handicapés : difficultés d'application* [23 juillet 1957] (p. 3876); — du projet de loi portant recon-

duction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Pierre Cot tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce que le Gouvernement ait publié les rapports de la Commission de sauvegarde et déposé un texte établissant en Algérie un régime d'exception adapté aux circonstances : rôle de la France au siècle dernier dans la conquête de l'indépendance par des nations européennes, action civilisatrice exercée outre-mer* [12 novembre 1957] (p. 4720); — d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles : *Utilisation des machines agricoles pour obtenir de hauts rendements, fixation du prix du blé* [5 décembre 1957] (p. 5165, 5166); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Demande une suspension de séance* [26 mars 1958] (p. 1936); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Nécessité d'un travail d'équipe au sein de l'Assemblée pour assurer l'avenir de la France* [16 mai 1958] (p. 2375). = S'excuse de son absence [28 octobre 1957] (p. 4581). — Obtient un congé [28 octobre 1957] (p. 4581).

KLOCK (M. Joseph), Député du Bas-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'extension des magasins à succursales multiples, n^o 394. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 34, 38 et 39 du Code général des impôts pour les chefs d'entreprises personnelles et les associés en nom des sociétés de personnes en instituant le salaire fiscal du chef d'entreprise, n^o 402. — Le 14 février 1956, une proposition de loi tendant à modifier et